

Actualités DFJ - 2/2007

Die elektronische Zeitschrift der Deutsch-Französischen Juristenvereinigung e.V. (DFJ)

Veranstaltungshinweise:

- ◆ **Traditionelles Spargelessen im Schloss Johannisberg im Rheingau am 12. Mai 2007**
- ◆ **Jahrestagung in Leipzig vom 27.9. bis 30.9.2007**
- ◆ **Vorseminar vom 25.9.2007 bis 30.9.2007**

Deutsch-Französische Juristenvereinigung e.V. (DFJ)

Vorsitzender:

Dr. Jürgen Jekewitz

2. Vorsitzender:

Dr. Werner Westenburg

Generalsekretär:

Dr. Heiner Baab

Sekretariat: Jutta Leither

Universität Mainz, FB 03

D-55099 Mainz

Tel.: 06131 - 392 24 12

Email: jleith@uni-mainz.de

Vereinsregister Karlsruhe VR 197

Redaktionsanschrift für die Zusendung von Artikeln:

Werner.Gaus@Bongen.de

Tel.: 069 - 13 37 34 20

oder Sebastian.Tietz@Bongen.de

Internet: www.dfj.org

Vorwort der Redaktion

Liebe Mitglieder, liebe Freunde der DFJ,

Der Jahreswechsel hat nicht nur für Unternehmen in Deutschland und Frankreich und ihre Berater einiges an Neuigkeiten gebracht, sondern auch für unsere Vereinigung. Anlass für die Redaktion Ihnen unsere neue Ausgabe der Actualités schon so bald zu übersenden.

Mit Ende des letzten Jahres hat Frau Rechel die Aufgaben des Vereinssekretariats abgegeben. Wir möchten ihr an dieser Stelle ganz herzlich für die nimmermüde Fürsorge und immer freundliche Betreuung der Vereinigung danken. Nicht nur mit der Führung der Mitgliederliste, was - wie wir ja alle wissen - ständige Aufmerksamkeit verlangt, sondern vor allem mit der Erledigung des Schriftverkehrs rund um unsere Treffen und die Seminare für die Studenten, die Sorgfalt und Überblick verlangt, hat sie der Vereinigung große Hilfe geleistet. Wir wünschen ihr alles erdenklich Gute und viele schöne Stunden mit ihrem Sohn, für den sie sich mehr Zeit nehmen wollte.

Die DFJ konnte Frau Jutta Leither als Nachfolgerin für Frau Rechel gewinnen, die wir auf diesem Wege herzlich begrüßen. Auch sie ist an der Universität Mainz

tätig, das Sekretariat braucht also nur einige Zimmer weiter zu ziehen und findet sich auch weiterhin in guten Händen.

Auf den folgenden Seiten stellen wir Ihnen einige der für Unternehmen wichtigen Änderungen vor, die der Jahreswechsel mit sich brachte. Die Verschärfung des Rauchverbots in Frankreich mag Ihnen Ideen für die auch in Deutschland aktuelle Debatte geben, französische Arbeitgeber werden jedoch handeln müssen.

Und schließlich dürfen wir Ihnen eine neue in loser Folge erscheinende Rubrik ankündigen: Comment traduire...? Sie alle werden immer wieder auf Fachtermini stoßen, die zwar übersetzt werden müssen, in der anderen Sprache aber nicht bekannt sind. Wir wollen Ihnen Übersetzungsvorschläge machen und wünschen uns von Ihnen Vorschläge und Kommentare. Wollen Sie auch in Zukunft von den Vorschlägen profitieren, sei Ihrer Sammelwut keine Grenze gesetzt.

Auf Ihre gesammelten Werke freut sich auch in Zukunft

die Redaktion.

Mit freundlichen Grüßen
Herta Weisser

Neue Urteile, Rechtsentwicklungen mit deutsch-französischem Bezug

La responsabilité pénale des personnes morales en France dans la loi et au vue de la jurisprudence

Il n'est nul besoin de faire un recensement des personnes morales pour établir la certitude que leur nombre dépasse celui des personnes physiques. Et il ne leur a fallu que quelques décennies pour qu'elles sortent du gynécée où les avait enfermés la théorie de la spécialité.

En droit français, la pleine capacité des sociétés de capitaux leur fut conférée par la loi du 24 juillet 1966 qui opta pour le *pouvoir légal*. Tout droit venu d'Allemagne, ce principe a chassé le traditionnel mandat social des dirigeants et les effets de la nullité des actes passés *ultra vires*. Du côté des associations, bien que la loi de 1901 les régissant n'ait pas été abrogée, la jurisprudence, tout en maintenant le principe de l'objet désintéressé et l'interdiction de partage des bénéfices entre les membres, leur a appliqué la commercialité dès lors qu'elles faisaient des actes de commerce de manière habituelle. De surcroît, il est usuel aujourd'hui de voir des sociétés créer des filiales sous forme d'association et inversement des associations être chef de groupe de sociétés. Il ne fait aucun doute que le pouvoir d'action des entités personnifiées, quelque soit leur forme, est immense.

Dès lors, à pleine capacité, pleine responsabilité.

Cependant, la maturation de l'idée de rendre les personnes morales responsables pénalement a été très longue. Un des écueils principaux se trouvait dans le principe du caractère nécessairement personnel de l'acte infractionnel et de la peine qui y est appropriée. Pourtant la pratique montrait chaque jour que cette carence de responsabilisation conduisait souvent à l'iniquité et à faire subir aux personnes physiques dirigeantes une peine qui ne venait qu'imparfaitement de leurs actes s'insérant dans un système de technique juridique de gouvernance ; les chefs d'entreprise servaient souvent de *bouc émissaire*.

Ainsi, un administrateur et un directeur financier salarié avaient pu opérer pour le compte de la société une opération boursière très fructueuse en initié et se trouvaient seuls poursuivis et condamnés à une amende, laquelle ne pouvait, comme le

requiert la loi, être au moins égale au profit illicite (leur patrimoine personnel n'y suffisant pas !), alors que le profit illicite énorme restait à la société.

Autre cas, qui était vraiment responsable d'un accident du travail ou des dégâts de pollution lorsqu'il apparaissait que c'était toute la *politique de gestion* qui laissait à désirer. Au surplus, les actes de gestion, frauduleux ou non, sont de plus en plus souvent le fruit d'un pouvoir éclaté entre sociétés d'un même groupe et entre dirigeants et salariés titulaires d'une délégation de gestion. Dans un tel contexte de travail collectif où les décisions de gestion dépendent de techniques juridiques de décisions éclatées, comment déterminer équitablement le ou les auteurs du délit ?

Le code pénal entré en vigueur le 1^o mars 1994 intégrant la responsabilité pénale des personnes morales.

C'est au chapitre 1^o sous le titre II énonçant sous l'article 121-1 « que nul n'est responsable que de son propre fait » que suit le court article organisant le régime juridique de la responsabilité des personnes morales aussi bien privées que publiques, hormis l'Etat.

Ce premier grand pas du législateur comportait une restriction puisque l'incrimination d'une entité personnifiée ne pouvait se faire que si un texte spécifique le prévoyait expressément. Dans le nouveau code pénal lui-même étaient visés de nombreux délits, y compris de droit commun comme l'abus de confiance, le recel ou le faux en écriture. Une liste assez large d'infractions fut dressée, mais elle comportait bien des lacunes : les délits du droit des sociétés, les infractions boursières, la publicité mensongère etc... Complétée au fil des dix années qui suivirent le 1^o mars 1994, le législateur français s'est finalement décidé à opter pour le principe de la généralité.

La loi Perben II du 9 mars 2004 sur la criminalité organisée.

C'est par un amendement FAUCHON n^o 275 du 30 septembre 2003 lors du vote de la loi PERBEN II, n^o 204 - 204 sur la criminalité organisée du 9 mars 2004 que le principe de la spécialité des incriminations des personnes morales a été aboli au bénéfice de celui de la généralité.

Cette modification est d'importance au point qu'il fut prévu que l'entrée en vigueur de cette réforme ne se ferait qu'après le 31 décembre 2005. Voici donc un an que les personnes morales de droit public, comme de droit privé (hormis l'Etat) peuvent être personnellement poursuivies et sanctionnées pour toutes les infractions pénales de notre droit positif et non plus seulement dans les cas spécifiés par une loi.

Régime juridique de la responsabilité pénale des personnes morales.

La loi Perben n'a en rien modifié le régime juridique de ce type de responsabilité se contentant de supprimer le membre de phrase de l'article 121-2 relatif au principe de spécialité. Ce court texte encadrant tout le régime juridique est donc le suivant :

«Les personnes morales, à l'exclusion de l'Etat, sont responsables pénalement, selon les distinctions des articles¹²¹⁻⁴ et¹²¹⁻⁷ (et dans les cas prévus par la loi ou le règlement), des infractions commises, pour leur compte, par leurs organes ou représentants. Toutefois, les collectivités territoriales et leurs groupements ne sont responsables pénalement que des infractions commises dans l'exercice d'activités susceptibles de faire l'objet de conventions de délégation de service public. La responsabilité pénale des personnes morales pas celle des personnes physiques auteurs ou complices des mêmes faits, sous réserve des dispositions du quatrième^{alinéa} de l'article¹²¹⁻³».

Les personnes morales de droit public sont soumises à un régime particulier en ce que les activités incriminables doivent appartenir au service public déléguable. Pour le reste, comme pour les personnes morales de droit privé, c'est une responsabilité qui est *personnelle* à l'entité incriminée.

En dehors de cette divergence, l'incrimination des personnes morales est toujours *une incrimination personnelle* qui n'empêche pas celle des personnes physiques qui ont mal agi pour son compte. Ce sont deux culpabilités qui doivent être traitées séparément comme celles de deux coauteurs liés dans une même malversation. La responsabilité pénale de l'entité personnifiée ne peut certes être mise en jeu sans que des personnes physiques y aient prêté main et tout à l'inverse, les délits commis dans le cadre de leur vie sociale par les personnes physiques y agissant dans leur seul intérêt personnel n'a pas à être mis à leur charge. C'est pourquoi, la loi exige que deux conditions soient remplies pour que la responsabilité des personnes morales soit mise en jeu : que les infractions aient

été commise *pour leur compte et par leurs organes ou représentants*.

La doctrine en 1994 s'est partagée en deux courants : celui des tenants d'une responsabilité de la personne morale nécessairement *par reflet, par ricochet*, de la culpabilité des personnes physiques et celui des juristes convaincus qu'il devait s'agir d'une responsabilité *autonome* de l'entité personnifiée, même si une *main humaine* devait nécessairement prêter son aide à la commission de ces sortes d'infraction.

Prenons un exemple : lorsqu'un délit d'initié est commis par vente de titres en bourse appartenant au patrimoine d'une société, l'ordre en bourse a forcément été donné par quelqu'un du service financier et le profit illicite a été perçu par la société. L'acte délictueux a bien été *effectué* par la personne physique, mais le délit a été *commis* par la société. Or, cela n'empêche pas que le directeur financier ait pu, en même temps, opérer en initié pour son propre compte sur ses fonds personnels. Les deux délits d'initié, celui de la société d'une opération faite pour son compte et celui du directeur financier ayant agi pour lui en même temps qu'il donnait des ordres pour la société, doivent, en toute équité, être distinguées. Le délit commis par la société n'est pas le reflet de celui de la personne physique. Les deux infractions n'ont de commun que l'information privilégiée qui imposait un devoir absolu de réserve.

La thèse de la responsabilité autonome et personnelle ne pouvait que prévaloir et les tribunaux l'ont, dès le début, retenue. Ils ont même, de plus en plus souvent retenu la seule responsabilité de la personne morale. Cela s'explique parce que la structure d'organisation des activités au sein des grandes entreprises est très complexe et cela fait des personnes physiques qui y travaillent de simples rouages d'une politique économique qui n'est plus diffusée sous forme pyramidale mais en réseaux aussi efficaces que peu transparents. Ainsi, une entreprise peut pratiquer le harcèlement moral et des licenciements maquillés en licenciements économiques pour se soustraire à des contraintes financières sociales sans que ceux qui y prêter main ne s'en rendent totalement compte ou ne soient pas « contraints d'y participer. Ce phénomène s'est illustré dans une affaire venue devant la Cour de Cassation : les faits délictueux ont consisté à faire fabriquer des faux en écriture privée (témoignages écrits mensongers) par le service du personnel et l'usage de ces faux a été pratiqué par le service du contentieux qui les produisit en justice, dans l'ignorance (possible) de leur caractère mensonger ; le tout répondant à la politique sociale délictueuse de l'entreprise.

Finalement, en marge de l'examen des délits commis personnellement par les personnes physiques ayant mal agi au sein d'une entité personnifiée, que doit établir le tribunal répressif à l'encontre de la personne morale ?

Après avoir vérifié les deux conditions préalables : que l'acte ou les actes délictueux ont été commis pour le compte de la personne morale et par ses organes ou représentants (ceux-ci étant entendu de manière large puisqu'il peut s'agir de toute personne ayant reçu délégation de pouvoir), comme pour tout délit, les juges doivent caractériser les éléments matériels de l'infraction. Ils doivent par exemple prouver les manoeuvres frauduleuses et qu'elles ont été préalables à la remise de la chose escroquée et déterminante de cette remise. Quant à l'élément moral, puisqu'il ne peut être question de mauvaise foi à l'image de la conscience de mal faire des personnes physiques, il convient de caractériser l'adoption par la direction sociale de la volonté de mener une politique en marge de l'ordre public répressif, laquelle, il est vrai, se déduit très souvent des circonstances matérielles dans lesquelles ont été commises les infractions. Bien entendu en cas de contravention, la mauvaise foi n'étant pas un élément à prendre en compte, il suffit pour rendre responsable une entité personnifiée d'établir que c'est pour son compte qu'elle a été commise.

Actuellement, toutes ces règles sont clairement établies en droit français ; elles n'évitent pas, bien évidemment, les difficultés d'analyse factuelle sur les cas d'espèce.

Restent deux problèmes : l'un se pose en droit national à propos de l'élargissement de responsabilité des personnes morales de la loi PERBEN II et l'autre se pose en droit international du fait de la non harmonisation des législations et d'une coopération judiciaire internationale encore à ses débuts.

Problème d'application de la loi PERBEN II dans le temps et le principe de la non rétroactivité de la loi pénale plus sévère.

La modification apportée par la loi PERBEN II est d'importance au point qu'il fut prévu que l'entrée en vigueur de cette réforme ne se ferait qu'après le 31 décembre 2005. Voici donc un an que les personnes morales de droit public, comme de droit privé (hormis l'Etat) peuvent être personnellement poursuivies et sanctionnées pour toutes les infractions pénales de notre droit positif et non plus seulement dans les cas spécifiés par une loi (et l'on sait que la liste spécifique, bien que périodiquement complétée était lacunaire.

Une circulaire du Garde des Sceaux (Circ. Min. 13 fév. 2006, JURD0630016C) est venue préciser quelques points délicats de mise en application du nouveau principe. Evidemment, le principe de la légalité des peines et de l'interprétation stricte de la loi pénale conduit à rappeler trois points :

Premièrement, que le principe d'incrimination générale comporte une exception, les délits de presse. Le législateur de 2004 a entendu sauvegarder la liberté d'expression de la presse telle qu'elle existe depuis la loi du 29 juillet 1881 sur la presse (dont le contenu a été repris en 1982 à propos de l'audiovisuel) ; il convient de ne pas responsabiliser à l'extrême les entreprises de presse et d'audiovisuel.

Deuxièmement, que la généralité ne s'appliquait qu'à compter de 2006 ; ce qui est vite affirmé, mais plus délicat à mettre en application comme nous le soulignerons ;

Et troisièmement, que le régime des sanctions doit encore donner lieu à aménagements législatifs ; ce qui est l'aveu de lacunes de la loi relativement graves.

En l'absence de jurisprudence, ils consistent ou à déplorer l'aggravation du risque pénal pour l'entreprise ou au contraire à se réjouir du fait que les dirigeants sociaux se trouveront à être moins pénalisés et ne plus servir comme ce fut dans certains cas à servir de bouc émissaire.

La circulaire rappelle que l'incrimination des personnes morales pour des délits non spécifiés par une loi avant cette date ne peut être mise en jeu que s'il « s'agit de faits commis à partir du 31 décembre 2005 ». Le grand principe de la non rétroactivité de la loi pénale plus sévère est à respecter qu'il s'agisse de sanctionner une personne physique ou une entité personnifiée.

Deux questions, laissées sous silence par la circulaire se posent.

Tout d'abord, comment faut-il considérer la commission délictuelle de faits commis après le 31 décembre 2005 lorsqu'il ne s'agit pas d'un délit instantané et que des faits infractionnel se prolongent au delà de la ligne de démarcation posée par la loi ?

Quelques exemples rapidement donnés peuvent clarifier les choses :

Un délit instantané comme la présentation de bilan non fidèle, qui pas plus que les autres délits du

droit des sociétés ne figurait dans la liste des incriminations possibles, ne peut être pris en compte au niveau de la responsabilité de la personne morale-société que si au moins un acte de présentation (qui peut être une publication dans la presse, le dépôt des comptes au siège ou le rapport fait à l'assemblée) a été commis après le 31 décembre de l'an fatidique.

Un peu plus délicate sera la question dans le cas d'un délit continu ou qui se commet en plusieurs étapes comme par exemple le délit de prestation irrégulière des marchés publics dit aussi délit de favoritisme. Ce délit de l'article 432-14 du code pénal qui n'était jusque là pas applicable à une personne morale, se commet dès que l'avantage illicite est concédé, même s'il n'a pas encore été délivré. Il ne fait guère de doute que le nouveau texte entre en vigueur si entre l'acte de concession et celui de délivrance se situe la date du 31 décembre 2005.

Encore plus subtilement se posera la question dans le cas d'un délit de durée comme le harcèlement moral. Il consiste en une détermination silencieuse et sournoise du harceleur de s'attaquer à la personne du harcelé sur les lieux du travail ; Ce délit, dont la preuve est particulièrement difficile, se concrétise dans toute une suite d'actes, isolément anodins, qui peu à peu vont détériorer la personnalité du harcelé. Bien évidemment l'infraction commence à se commettre avec le premier acte de harcèlement, mais n'est effectif que lorsque le harcelé est épuisé ou a eu suffisamment de force pour se défendre et pour avoir réussi à réunir tout au long de cette suite d'actes la preuve du harcèlement. Il s'agit non pas d'un délit continu au sens traditionnel du droit pénal, mais d'un délit de durée qui ne se commet qu'après un temps suffisamment efficace à obtenir la détérioration psychologique, voire physique de la victime. Il est clair que les actes de harcèlement initiés avant la nouvelle année 2005 seront pris en compte pour établir la preuve du délit arrivé à son résultat final en 2006.

Une fois résolue cette question de l'application des nouvelles incriminations dans le temps, encore faut-il se demander s'il ne s'agirait pas de dispositions plus douces et donc rétroactives ?

Il n'est pas douteux que l'élargissement des incriminations à l'encontre des personnes morales rend plus sévère la répression à leur encontre. Mais, du sort de la personne morale dépend dans une certaine mesure le sort des personnes physiques qui ont « prêté mains » à l'entité personnifiée pour commettre l'infraction. Or, ces personnes physiques ont dû agir en tant qu'organe ou représentant et pour le compte de la personne morale incrimi-

née tout en ayant pu être, ou non, elles-mêmes co-auteurs du délit. La responsabilité pénale de l'entité personnifiée est autonome, mais n'empêche pas le concours entre les protagonistes, personnes ou entités. Comme nous l'avons dit plus haut, les Tribunaux depuis 1994 ont appris à ne pas voir la responsabilité pénale des personnes morales que comme le reflet des délits commis par les personnes physiques, organes ou représentants. Et J H ROBERT de bien souligner que « la responsabilité de la personne morale ne résulte pas de sa représentation par ses organes ou représentants, mais de son incarnation en eux » ; C'est d'ailleurs sur les éléments constitutifs de ces délits autonomes à l'entité personnifiée qu'il faut appuyer la défense des personnes morales poursuivies, sans regretter, comme le fait T. DALMASSO (précité) de ne plus pouvoir plaider sur la spécialité des incriminations.

Cependant, cette autonomie de la responsabilité de l'entité personnifiée et cette reconnaissance de responsabilité pénale personnelle de celle-ci, n'est pas sans influencer sur celle des personnes physiques. Qu'il suffise de rappeler que déjà une circulaire ministérielle antérieure (Circ. Crim. 95 11 F3 du 5 avril 1995) rappelait qu'en cas d'infractions non intentionnelle ou de nature très technique, la seule incrimination des personnes morales devrait être effectuée dans un souci d'équité. Dès lors le principe de la généralité retenu par la loi PERBEN II est une disposition répressive plus douce pour les personnes physiques qui devraient être en droit de l'évoquer rétroactivement.

Comment appliquer une sanction à une personne morale étrangère

Il ne devrait pas être difficile de faire exécuter une sanction pécuniaire à une société condamnée dans un pays alors qu'elle a son siège dans un autre. D'autant qu'une décision cadre n° 2005-214- JAI du 24 janvier 2005 du Conseil de l'Union Européenne a arrêté le principe de la reconnaissance mutuelle des sanctions pécuniaires qu'elles soient infligées aux personnes morales ou aux personnes physiques.

Et pourtant, si la question ne s'est pas posée en France, telle qu'elle a été soulevée en Italie prouve que la solution est loin d'être facilement résoluble lorsque le système juridique d'implantation de la société condamnée n'a pas organisé la responsabilité pénale des personnes morales. Ce qui est le cas de l'Allemagne. C'est dans ce pays que la société Siemens a son siège social. Sans avoir un établissement juridiquement personnifié en Italie, c'est donc l'entité située en Allemagne qui a été inculpée et condamnée à une lourde amende par le

tribunal de Milan. La sentence était relative au délit de corruption par paiement d'un pot-de-vin de 3 millions d'euros pour l'obtention d'un gros marché avec ENEL. Le droit allemand ne prévoyant pas la responsabilité pénale des personnes morales, la société Siemens refusa de régler l'amende et c'est un argument qui, à première vue, semble difficilement réfutable. Mais alors, les juges italiens auraient-ils du condamner les dirigeants personnes physiques ? Si tel avait été le cas, la société allemande aurait-elle versé le montant d'une amende que ne pouvait supporter le patrimoine des personnes physiques personnellement mises en cause ? En droit français, un tel règlement de dette pénale personnelle à un dirigeant ou salarié par une société est tout bonnement

un acte d'abus des biens sociaux puisque l'amende n'est pas due par le sujet de droit qu'est la société...

L'urgence à organiser la coopération judiciaire en matière pénale au sein de l'Europe est évidente. Hélas, elle se révèle aussi difficile que l'harmonisation des systèmes de droit.

Claude Ducouloux-Favard,
Claude.ducouloux-favard@wanadoo.fr.

Verschärfung der Bestimmungen zum Rauchverbot seit dem 1. Februar 2007 : Auswirkungen auf die Unternehmen, insbesondere im Arbeitsrecht

In seinen verstärkten Bemühungen, dem Tabakverbrauch den Kampf anzusagen, ist der französische Gesetzgeber dem Beispiel mehrerer europäischer Nachbarländer folgend noch einen Schritt weiter gegangen und hat im Rahmen der Verordnung Nr. 2006-1386 vom 15. November 2006 die Rahmenbedingungen für die Anwendung des Rauchverbotes in öffentlich zugänglichen Räumlichkeiten festgelegt.

Im Bewusstsein um die Bedeutung dieser neuen Vorschriften im Bereich des Gesundheitswesens sind nach Veröffentlichung der vorgenannten Verordnung vom 15. November 2006 in schneller Reihenfolge drei Ministerialrundschreiben vom 24., 27. und 29. November 2006 zur Einführung des Rauchverbots erschienen.

In erster Linie sind natürlich die Arbeitsplätze betroffen. Allerdings ist für eine bestimmte Kategorie von Unternehmen (wie z.B. Hotels, Kaffees, Restaurants, Tabakverkaufsläden, Diskotheken, Casinos etc.), die in verstärktem Maße von der neuen Gesetzgebung betroffen werden, unter Gewährung eines gewissen Aufschubes das Datum des Inkrafttretens der neuen Regelungen auf den 1. Januar 2008 verschoben worden.

Die Verordnung vom 15. November 2006 hat nichts daran geändert, was auch schon vorher Gültigkeit besaß :

◆ das Rauchverbot in öffentlich zugänglichen Räumlichkeiten gilt nach wie vor für geschlossene und überdachte Räume.

◆ den Unternehmen ist nach wie vor die Möglichkeit eingeräumt, Räume einzurichten, die für Raucher reserviert sind.

Mit dem Inkrafttreten der Verordnung vom November 2006 ist jedoch seit dem 1. Februar 2007 eine Änderung eingetreten bei den Bedingungen für die Einrichtung der „Raucherräume“, die gegenüber der vorherigen Rechtslage erheblich verschärft worden sind.

Für den Fall, dass das Unternehmen –und dies steht ihm offen und es kann dazu von sich die Initiative ergreifen- keine Räumlichkeit einrichtet, die für Raucher reserviert ist, ist das Rauchverbot absolut. Der Arbeitgeber ist nicht gehalten, Raucherräume einzurichten, er kann also ein absolutes Rauchverbot im Unternehmen erlassen.

Falls der Arbeitgeber eine solch kategorische Entscheidung zum absoluten Rauchverbot nicht treffen will und Raucherräume einrichtet, ist es dennoch, und zwar ohne die Möglichkeit der Einräumung von Ausnahmen, untersagt, in folgenden Räumlichkeiten zu rauchen :

- ◆ im Empfangs- und Rezeptionsbereich,
- ◆ in den Räumlichkeiten, die einer Betriebskantine dienen,
- ◆ in den Besprechungs- und Fortbildungsräumen,
- ◆ in den Ruheräumen, den Räumlichkeiten zur Verbringung von Freizeit, den Räumlichkeiten, in denen kulturellen oder sportlichen Tätigkeiten nachgegangen wird,
- ◆ in Sanitär- und medizinischen Behandlungsräumen;
- ◆ in den individuellen Arbeitsbüros

Das Rauchverbot muss in den Räumlichkeiten mit Schildern angezeigt werden, wobei ein Gesund-

heitshinweis zur Vorbeuge der Beschilderung beizufügen ist. Die hierfür zu verwendenden Modellvorlagen hat das Gesundheitsministerium mit einem Rundschreiben vom 22. Januar 2007 veröffentlicht. Die entsprechende Beschilderung muss an den Eingängen der Gebäude und im Inneren an gut sichtbaren Stellen und in auffälliger Weise angebracht werden.

Wenn der Arbeitgeber beabsichtigt, für seine Arbeitnehmer einen Raucherraum einzurichten, muss er dieses Vorhaben – wie das auch schon nach der bisherigen Rechtslage der Fall war – einschließlich der Details für die Umsetzung der vorherigen Konsultation unterwerfen, und zwar :

- ◆ dem CHSCT (*Comité d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail* - dem Komitee für Hygiene, Sicherheit und Arbeitsbedingungen des Unternehmens) bzw., falls ein solches im Unternehmen nicht existiert, den Personalvertretern
- ◆ dem Arbeitsmediziner.

Falls das Vorhaben verwirklicht wird, müssen die vorgenannten Konsultationen alle zwei Jahre wiederholt werden.

In diesem Zusammenhang ist darauf hinzuweisen, dass zwei Mitglieder des CHSCT jederzeit die Frage des Tabakverbots aufwerfen und insofern eine außerordentliche Versammlung des Komitees herbeiführen können.

Die Bedingungen für die Einrichtung einer solchen „Raucher-Räumlichkeit“ sind mit den nun in Kraft getretenen Bestimmungen strenger geworden als zuvor :

Die Raucherräumlichkeit muss sich in einem geschlossenen Raum befinden, dessen Grundfläche begrenzt ist (die Gesamtfläche dieser Räumlichkeiten darf 20% der Gesamtfläche des Betriebes, in dem sie eingerichtet sind, nicht überschreiten und jede Räumlichkeit darf nicht größer als 35 m² sein). Der Zweck der Räume (Konsum von Tabak) muss zwingend am Eingang durch eine Gesundheitswarnung angezeigt werden. Der Raum darf keinen Durchgangsraum darstellen und nur dem Konsum von Tabak dienen. Minderjährige unter 16 Jahren haben hierzu keinen Zugang. In dem Raum darf keinerlei Dienstleistung verrichtet werden. Das Reinigungspersonal darf den Raum nur betreten dürfen, nachdem er gelüftet und seit einer Stunde von keinem Raucher mehr benutzt worden ist.

Selbstverständlich müssen die Räumlichkeiten bestimmten technischen Normen entsprechen, die in Artikel R. 3511-3 des Gesundheitsgesetzes aufgezählt sind. Insofern muss der Raum mit einer me-

chanischen Belüftungsanlage versehen sein. Die Tür muss sich automatisch und hermetisch verschließen lassen können, so dass die Raucher von den übrigen Personen (Kollegen, Kunden, Lieferanten, Wartungs- oder Reinigungspersonal etc.) getrennt sind. Die Person, die die Belüftungsanlage installiert oder die Wartung der Ventilationsanlage sicherstellt, hat zu bescheinigen, dass die Anlage bestimmten Anforderungen gemäß Ziffer 1 des Artikels L. 3511-3 des Gesundheitsgesetzes entspricht.

Die Unternehmen, die schon über Raucherräumlichkeiten verfügen, hatten diese vor dem 1. Februar 2007 der neuen Gesetzeslage anzupassen oder sie zu schließen, falls sie die Arbeiten nicht ausführen wollten, die notwendig sind, um die Räumlichkeiten auf den Stand der neuen Normen zu bringen. In beiden Fällen sollte aber zuvor das CHSCT oder sollten die Personalvertreter konsultiert werden.

Den Arbeitgeber trifft eine strenge Erfolgsverpflichtung, um seine Arbeitnehmer im Rahmen des Kampfes gegen den Tabak zu schützen. Diese Verpflichtung hat zur Folge, dass jeder Arbeitnehmer, der in einem Betrieb Tabakrauch ausgesetzt ist, zu jeder Zeit die Beendigung seines Arbeitsvertrages wegen Gefährdung seiner Gesundheit feststellen kann, was einer Kündigung seitens des Arbeitgebers ohne ernsthaften Kündigungsgrund gleichkommt. Der Arbeitgeber hat also nicht nur darüber zu wachen, dass seine Arbeitnehmer die neuen Bestimmungen zum Kampf gegen den Tabak beachten, sondern er hat z.B. auch sicherzustellen, dass sich seine Kunden in derselben Weise an das Rauchverbot halten.

Zur Durchsetzung dieser Regelungen kann sich der Arbeitgeber seiner Organisationsbefugnisse und seiner Disziplinarbefugnisse bedienen. Selbst wenn dies nicht unbedingt notwendig ist, kann er z.B. eine Betriebsordnung vorsehen. In den betroffenen Unternehmen wäre zu prüfen, ob die insofern schon vor dem 15. November 2006 zum Tabakkonsum innerhalb des Unternehmens erlassenen Anordnungen oder Bestimmungen noch der neuen Rechtslage entsprechen; ggf. müssen notwendige Anpassungen vorgenommen werden.

Um Verstöße ahnden zu können, sind die Mitarbeiter des Amtes für Arbeitsinspektion befugt, über die folgenden Gesetzesverletzungen Feststellungen zu treffen:

- ◆ die Tatsache, dass in einem nicht genehmigten Raum geraucht wird,
- ◆ die Tatsache, dass der Betriebsleiter die vorgesehene Beschilderung nicht angebracht hat,

- ◆ die Tatsache, dass ein Raucherraum eingerichtet wurde, der nicht den technischen Erfordernissen entspricht,
- ◆ die Tatsache, dass in nachhaltiger Weise die Nichtbeachtung des Rauchverbotes favorisiert wird.

Konzertierte Kontrollaktion sind insofern im Februar 2007 vorgesehen, um sicherzustellen, dass das Rauchverbot respektiert wird, die Konsultationen hinsichtlich der Einrichtung von Raucherräumlichkeiten vorgenommen worden sind, die Übereinstimmung der Ventilationsanlage mit den gesetzlichen Bestimmungen attestiert worden ist und die Vorschriften zur Beschilderung beachtet worden sind.

Die Geldbuße, die gegenüber der Person verhängt werden kann, die für den Betrieb verantwortlich ist (die Person, die im Hinblick auf ihre Befugnisse und Vollmachten mit der Macht und den notwendigen Mitteln ausgestattet ist, um die Durchsetzung der Bestimmungen aus der Verordnung vom 15. November 2006 sicherzustellen), entstammt der pauschalierten 4. Klasse und beträgt 135 € :

- ◆ wenn die verantwortliche Person nicht die vorgesehene Beschilderung hat anbringen lassen,
- ◆ wenn ein Raucherraum eingerichtet worden ist, der nicht den Erfordernissen gemäß Artikel R. 3511-2 und R. 3511-3 des Gesundheitsgesetzes entspricht.

Diese Geldbuße erhöht sich auf 375 €, wenn die pauschalierte Geldbuße nicht innerhalb von 45 Tagen gezahlt wird. An die Stelle der pauschalierten Geldbuße kann auch die förmliche Feststellung durch ein Protokoll treten. Im Falle der Errichtung eines Protokolls durch die Mitarbeiter der Behörde für Arbeitsinspektion kann die maximale Geldbuße im Rahmen der 4. Klasse von 750 € verhängt werden.

Gegen den Arbeitgeber kann auch dann eine Geldbuße der 4. Klasse (und zwar eine nicht pauschalierte Geldbuße) verhängt werden, wenn er nachhaltig und über welche Wege auch immer die Verletzung des Rauchverbots favorisiert.

Nicht zu vergessen ist, dass auch die Arbeitnehmer, die es wagen, das Rauchverbot innerhalb der Zonen des Unternehmens zu verletzen, die nicht für Raucher eingerichtet sind, sich dem Risiko einer Geldbuße der pauschalierten 3. Klasse in Höhe von 68 € aussetzen: diese Buße erhöht sich auf 180 €, wenn der Arbeitnehmer sie nicht innerhalb einer Frist von

45 Tagen zahlt. Anstelle der pauschalierten Geldbuße kann auch in diesem Fall eine förmliche Feststellung durch Protokollerrichtung treten. In diesem Falle kann der Höchstbetrag der 3. Klasse bis zu 450 € verhängt werden.

Im Übrigen kann der Arbeitnehmer bei Verletzung der Bestimmungen zum Rauchverbot disziplinarrechtlich belangt werden. Allerdings hat der Arbeitgeber in diesem Zusammenhang darauf zu achten, dass das Prinzip der Verhältnismäßigkeit zwischen der Sanktion und der Schwere der Verletzung beachtet wird. Insofern können eine Ermahnung oder eine förmliche Abmahnung die adäquaten Sanktionen für die gängigsten Fälle der Überschreitung des Rauchverbotes darstellen. Eine Suspendierung des Arbeitnehmers bzw. sogar seine Kündigung wird man wohl nur in den Fällen besonderer Schwere in Betracht ziehen können, wenn es nämlich trotz zahlreicher Ermahnungen, das Rauchverbot einzuhalten, zu mehrfachen „Rückfällen“ gekommen ist.

In diesem Zusammenhang führt das ministerielle Rundschreiben vom 24. November 2006 aus, dass *„zur Vermeidung einer disziplinarrechtlich geprägten Konzeption der Gesundheitssicherheit im Arbeitswesen die Beachtung der Verpflichtungen durch den Arbeitgeber selbst (Beschilderung, Beachtung der Bestimmungen und Konsultationen bei Einrichtung einer Raucherräumlichkeit) im Rahmen der vertraglichen Beziehung von unabdinglicher Voraussetzung ist.“*

Schließlich sei darauf hingewiesen, dass die Bestimmungen der Verordnung keine spezifischen Regelungen zur Berechnung der Pausenzeiten beinhalten, die durch den Tabakkonsum in den hierfür bestimmten Räumlichkeiten bedingt sind. Insofern ist der Unternehmenschef nach wie vor berechtigt, das Problem im Rahmen seiner Organisationsbefugnisse zu regeln : Er kann diese Pausenzeiten ohne Anrechnung auf die Arbeitszeit tolerieren oder beschließen, dass der Arbeitnehmer seine vertraglich oder gemäß den Artikeln L220-2 und L212-14 des Arbeitsgesetzes vorgesehenen Ruhezeiten für die Raucherpausen benutzt.

Jörg Letschert, Rechtsanwalt, Avocat à la Cour Paris,
 rjetschert@soffal.fr

Viviane Krosse, Avocat à la Cour Paris,
 vkrosse@soffal.fr

„Droit administratif français und Verwaltungsrecht in Deutschland – Zur Rechtsvergleichung im öffentlichen Recht“

Französisches *droit administratif* und deutsches Verwaltungsrecht unterscheiden sich in vielerlei Hinsicht: Auf der einen Seite das *droit administratif*, welches in über 200 Jahren von der Rechtsprechung des *Conseil d'État* geprägt wurde, lange Zeit kaum kodifiziert war und dessen Entwicklung von den häufig wechselnden Regierungsformen in erstaunlich geringem Maße beeinflusst worden ist; auf der anderen das deutsche Verwaltungsrecht, welches eine hohe Normdichte aufweist und auch als konkretisiertes Verfassungsrecht bezeichnet worden ist. Zugleich aber haben sich die Verwaltungsrechtsordnungen der beiden Staaten wechselseitig beeinflusst: Einer der Urväter des deutschen Verwaltungsrechts, Otto Mayer, lehrte in Straßburg und hat – noch bevor er sein „Deutsches Verwaltungsrecht“ veröffentlichte – ein Werk zur „Theorie des französischen Verwaltungsrechts“ verfasst. Einer der zentralen Begriffe des deutschen Verwaltungsrechts, der des Verwaltungsaktes, wurde von Mayer aus dem *droit administratif* ins deutsche Recht überführt, hat jedoch heute in Deutschland und Frankreich unterschiedliche Bedeutungen.

Im zusammenwachsenden Europa hat die Rechtsvergleichung im öffentlichen Recht einen weiteren Bedeutungszuwachs erfahren. Praktische Bedeutung kommt ihr beispielsweise zu, wenn der EuGH in wertender Rechtsvergleichung der mitgliedstaatlichen Rechtsordnungen die allgemeinen Rechtsgrundsätze des Gemeinschaftsrechts bestimmt. Doch auch im Übrigen nimmt die Rechtsprechung des EuGH und des EGMR mitgliedstaatliche Rechtstraditionen auf und beeinflusst damit wiederum die Rechtsordnungen anderer Mitglieds- bzw. Konventionsstaaten. Als ein Beispiel hierfür wird häufig die gestiegene Bedeutung des Verhältnismäßigkeitsgrundsatzes im französischen Recht genannt, der vom deutschen Recht kommend über die europäische Rechtsprechung die Rechtsprechung des *Conseil Constitutionnel* und des *Conseil d'État* beeinflusst hat.

Schließlich hilft die Rechtsvergleichung, die eigene Rechtsordnung kritisch zu reflektieren, ihre Stärken und Schwächen zu erkennen. Hierzu die folgende, kurze und subjektive Auswahl von Beispielen aus dem Verwaltungsrecht:

Das *droit administratif* kennt die Figur der *décision implicite*, wonach nach in der Regel zweimonatigem Schweigen der Verwaltung auf einen Antrag eine regelmäßig ablehnende Entscheidung fingiert

wird, die den Klageweg eröffnet. Wäre dies nicht auch eine – im Vergleich zur Untätigkeitsklage effektivere – Möglichkeit, die Entscheidungsfindung der deutschen Verwaltung zu beschleunigen?

In den späten 70er Jahren hat Frankreich erste Schritte unternommen, seine Verwaltung zumindest auf der normativen Ebene bürgerfreundlicher zu organisieren. Neben anderen Neuerungen wurden nach skandinavischem Vorbild Informationsfreiheit (also das voraussetzungslose Recht auf Zugang zu Behördenakten) und die Institution eines *Médiateur de la République* (Bürgerbeauftragter) in das französische Rechtssystem integriert. Informationsfreiheitsgesetze haben der Bund und eine Reihe der Länder nach langen Diskussionen nunmehr verabschiedet. Dagegen scheint die Diskussion um die Einführung von Bürgerbeauftragten in Deutschland zum Erliegen gekommen sein, was angesichts der guten Erfahrungen in Frankreich sowie anderen europäischen Ländern und nicht zuletzt der EU bedauerlich ist.

Gegenläufig und möglicherweise gerade deshalb aufschlussreich ist des Weiteren die Entwicklung des verwaltungsinternen Rechtsschutzes in beiden Ländern: Während in Frankreich obligatorische Vorverfahren (*recours administratif préalable obligatoire*) als Möglichkeit zur Entlastung der Verwaltungsgerichte angesehen und daher nach Ansicht des *Conseil d'État* vermehrt gesetzlich angeordnet werden sollten, gehen einige Bundesländer wie Niedersachsen und Bayern den umgekehrten Weg und verzichten in bestimmten Bereichen auf ein Widerspruchsverfahren als Klagevoraussetzung, um die Verfahren zu beschleunigen. Es wird sicherlich interessant sein, in einigen Jahren die jeweils gesammelten Erfahrungen zu vergleichen.

Rechtsvergleichung im öffentlichen Recht ist regelmäßig komplex und verspricht keine einfachen Lösungen, da das öffentliche Recht stärker noch als das Privatrecht kulturellen und politischen Prägungen unterliegt. Kritische Distanz zur eigenen Rechtsordnung und in glücklichen Fällen auch Erkenntnisgewinne ermöglicht sie aber dennoch. So wurden in den Niederlanden umfangreiche rechtsvergleichende Gutachten erstellt, als ein neues Verwaltungsgesetz erarbeitet worden ist. Die deutsch-französische Verwaltungsrechtsvergleichung besitzt eine lange Tradition sowie ein starkes Fundament und kann daher den Weg der Europäisierung des Rechts unterstützend begleiten.

Nikolaus Marsch,
nikolausmarsch@web.de

Traduction juridique / juristische Übersetzung

Comment traduire... ?

La traduction des mots difficiles

L'auteur s'attache ici à rechercher la traduction de termes juridiques qui ne trouvent pas leur équivalent direct dans la langue cible.

Insolvenzmasse: Actif *m* du débiteur ou patrimoine *m* du débiteur

On trouve parfois ce terme traduit littéralement par *masse d'insolvabilité*, ce qui semble inapproprié - notamment lorsque le destinataire est situé en France - car une telle notion est étrangère au droit français. Rappelons à cet égard que l'objectif inhérent à toute traduction est de rendre un texte compréhensible par son destinataire. Retenir une telle traduction n'est donc pas de nature à faciliter sa compréhension et doit ainsi être écartée.

Pour obtenir une autre traduction de ce mot, il convient de revenir à sa définition : L'« Insolvenzmasse » représente l'ensemble du patrimoine qui appartient au débiteur au jour de l'ouverture d'une procédure en redressement ou en liquidation judiciaire et qu'il acquiert après cette date (art. 35 InsO). En d'autres termes, elle correspond à l'actif du débiteur, expression qui emporte notre préférence, étant en effet celle retenue par le législateur français.

Insolvenzverwalter : Administrateur *m* judiciaire

Certains le traduisent par *liquidateur*, ce qui paraît trop réducteur dans la mesure où l'« Insolvenzverwalter » intervient non seulement dans le cadre d'une procédure (allemande) en liquidation, mais également d'un redressement judiciaire (art. 27 InsO). Une première piste de réflexion est de partir de sa traduction littérale qui signifie *administrateur (des biens) du débiteur insolvable*. En effet, à l'instar de l'administrateur judiciaire français, l'« Insolvenzverwalter » est un mandataire de justice (personne physique, art. 56 InsO) qui est désigné par le tribunal (par voie d'ordonnance) lors de l'ouverture d'une procédure en redressement ou en liquidation judiciaire en vue d'administrer et de disposer du patrimoine du débiteur (art. 27 et 80 InsO). Cependant, et contrairement à son homologue français qui est chargé de surveiller le débiteur dans sa gestion ou de l'assister pour tous les actes de gestion ou pour certains d'entre eux (art. L. 622-1 C. com.), l'« Insolvenzverwalter » est investi des pouvoirs d'administration et de disposition aux

lieux et place du débiteur (art. 80 InsO). Sous l'effet de sa nomination par le juge, le débiteur est ainsi dessaisi de ses pouvoirs sur son patrimoine.

En résumé, si ces deux mandataires présentent des points communs (définition, mode de nomination, fonction) suffisant, à notre avis, à traduire « Insolvenzverwalter » par *administrateur judiciaire*, la différence de leurs prérogatives appelle néanmoins à faire suivre la traduction qui en fait de l'appellation originale entre parenthèses et en italique.

Bruttogehalt : Salaire *m* brut / Bruttobetrag : Montant *m* ou prix total TTC

En Allemagne, l'employeur est tenu de retenir sur le salaire de ses salariés notamment l'impôt sur le revenu, la surtaxe de solidarité et les diverses cotisations sociales (maladie, vieillesse/invalidité, chômage et dépendance). Ainsi, sur un bulletin de paie allemand, le « Bruttogehalt » (ou Bruttolohn) représente le salaire avant tout prélèvement fiscal ou social. Il comprend en particulier le salaire de base, les primes et les commissions, d'où sa traduction par *salaire brut*. Le « Nettogehalt » (ou Nettolohn, *salaire net*) représente, quant à lui, le montant du salaire versé au salarié après déduction des diverses charges fiscales et sociales.

Si la traduction du terme « Bruttogehalt » correspond bien à celle de *salaire brut*, il est cependant des situations dans lesquelles, pour des raisons de clarté, l'adjectif allemand « brutto » ne sera pas traduit par *brut*. Ceci est notamment le cas de « Bruttobetrag ». Dans le cadre d'une facture (établie en Allemagne), ce dernier correspond en effet au prix total d'un article ou d'une prestation de services, TVA incluse, ce qui est souvent désigné en France par la formule « Net à payer », c'est-à-dire le *montant ou prix total TTC (TTC: toutes taxes comprises)*.

En dépit de son nom, cette dernière formule « Net à payer » ne se confond donc pas avec le « Nettobetrag » qui représente, quant à lui, le *montant ou prix ou total HT (HT : hors taxes)*. La pratique montre qu'il faut demeurer très vigilant en ce domaine pour éviter la confusion et les fausses interprétations.

Sophie Jacobi, LL.M.,
Beeidigte Dolmetscherin und ancienne avocate,
sj@sophie-jacobie.de

Der Verbindungsbeamte/Verbindungsrichter - Aufgaben und Tätigkeitsschwerpunkte

Seit etwa 7 Jahren gibt es im deutsch-französischen Verhältnis einen „Magistrat de Liaison“, also einen französischen Magistrat im Bundesministerium der Justiz, Berlin, und einen deutschen Vertreter im Pariser Justizministerium. Sie sind Ansprechpartner für die verschiedenen Arbeitseinheiten innerhalb der jeweiligen Ministerien und insbesondere für die Justiz, das heißt Gerichte und Staatsanwaltschaften. Frankreich war und ist Vorreiter dieser Einrichtung, die zunächst zwischen Frankreich und Italien geschafften und von Frankreich auf weitere Länder ausgedehnt wurde (z. Zt. 8; in weiteren 4 Ländern hat Frankreich einseitig einen Vertreter der Justiz postiert). Ziel ist es, die bilaterale Zusammenarbeit der Justiz zu erleichtern und zu verbessern.

Die Verbindungsbeamten ergänzen die europäischen justiziellen Netze (EJN) in Zivil- und Strafsachen; im Netz für Zivil- und Handelssachen sind sie ausdrücklich (eine weitere) Kontaktstelle. Interessierte Richter/Staatsanwälte entscheiden selbst, ob sie sich mit einer Einzelfrage direkt an Kollegen im anderen Land wenden, eine nationale Kontaktstelle des EJN im anderen Land befragen oder den Verbindungsrichter ansprechen. Der Verbindungsbeamte nimmt dann mit der verantwortlichen Arbeitseinheit in dem anderen Land Kontakt auf. Bei schwierigen Rechtsfragen kann er vorab innerhalb des Ministeriums Erkundigungen einziehen und auf diese Weise kompetent mit den zuständigen Kollegen in der Justiz Lösungen für den Einzelfall diskutieren. Dies wiederum ermöglicht es der anfragenden Stelle, Anträge oder Sachverhaltsdarstellungen so zu fassen, dass sie „richtig“ verstanden werden

und zum gewünschten Ergebnis führen. Die meisten Anfragen betreffen strafrechtliche Sachverhalte, meist Auslieferung oder sonstige Rechtshilfe (Beispiel: Durchführung einer Videokonferenz zur Zeugenvernehmung), die Klärung von Zuständigkeitsfragen, Nachfragen zum Stand der Erledigung und das ganz allgemeine „wie geht das in Frankreich (oder Deutschland)?“. Wesentliche Voraussetzung für die Tätigkeit ist die Beherrschung der jeweils anderen Sprache; darin liegt nach wie vor ein großes Hindernis für die direkte (richterliche) Zusammenarbeit über Landesgrenzen hinweg.

Bei der Zusammenarbeit zwischen den Referaten/Abteilungen der Ministerien, sei es in bilateralen oder in Fragen der Koordination in Brüssel, ermöglicht die Präsenz des Verbindungsrichters vor allem ein schnelles Reagieren und eine effektive Abstimmung. In diesem Bereich ist der Verbindungsbeamte Teil der traditionell besonders engen Zusammenarbeit zwischen Deutschland und Frankreich, die sich durch frühzeitiges Bemühen um gemeinsame Positionen auszeichnet. Ein weiterer Aspekt der Arbeit besteht in der Verbreitung von Kenntnissen über das jeweilige Rechtssystem; gerade aus den Einzelfällen lässt sich oft Stoff für praxisnahe Erläuterungen z.B. im Rahmen von Fortbildungsveranstaltungen gewinnen. Der Verfasser ist bereits der dritte deutsche Verbindungsbeamte in Paris und führt damit eine Einrichtung fort, die sich nach Überzeugung der Justizministerien beider Länder sehr bewährt hat.

Regierungsdirektor Dr. Horst Heitland,
horst.heitland@justice.gouv.fr

Neue Veröffentlichungen mit Bezug zum französischen Recht

- ◆ Marsch, Nikolaus: Übersetzung der Rede des Präsidenten der Cour de Cassation, Guy Canivet "Der Richter in der demokratischen Gesellschaft" in *Betrifft Justiz* Dezember 2006 (Heft Nr. 88).
- ◆ Klein, Christian und Tietz, Sebastian: „Frankreich reformiert sein Kreditsicherungsrecht“ in *RIW* Heft 2/2007, Seite 101 bis 107.
- ◆ Graner, Reiner und Kirschenbilder, Sandrine: „Prévention et Gestion du Contentieux en Europe“

Wir freuen uns auf Ihre Beiträge. Redaktionsschluss für die nächste Ausgabe ist am **15.6.2007**. Für den Inhalt der Beiträge sind die jeweiligen Verfasser verantwortlich.

Die Redaktion.